



Un programme du groupe ACP et de la Commission Européenne pour la promotion des investissements

PRO€INVEST

Opportunités de partenariat et d'investissement dans les transports, les infrastructures et les services publics

Roberto Zavatta







1 ère PARTIE

Études sectorielles: méthodologie et résultats clés



NATURE DE L'ETUDE

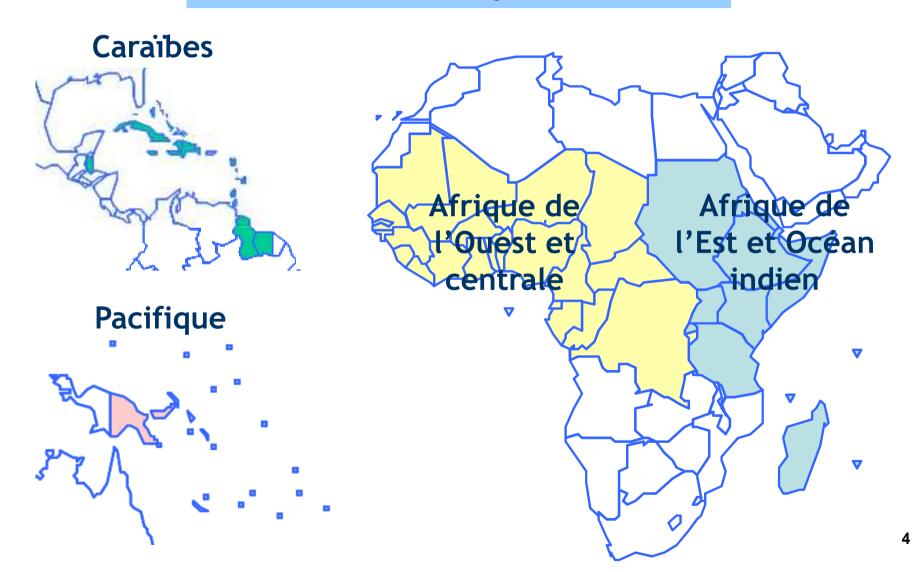
Analyse couvrant un large éventail d'activités dans l'agriculture, l'industrie et les services et comprenant la sélection, la hiérarchisation et l'analyse détaillée des secteurs.

OBJECTIFS

- ✓ Identifier les secteurs / sous-secteurs offrant des opportunités d'investissement et de partenariat interentreprises
- ✓ Fournir à PRO€INVEST un outil d'information et de gestion stratégique pour l'identification et la programmation des actions à venir



CHAMP GÉOGRAPHIQUE DES ÉTUDES





METHODOLOGIE

- 1- Recherches documentaires
- 2- Travail de terrain en Europe
- 3- Travail de terrain dans les pays ACP
- 4- Analyse détaillée



1- Recherches documentaires

Examen général des secteurs basé sur l'analyse de sources secondaires, comprenant:

- ✓ un examen des <u>études économiques et</u> sectorielles
- ✓ une analyse des <u>statistiques relatives à la</u> production et au commerce international
- ✓ un examen de principaux documents de politique économique



2 - Travail de terrain en Europe

- ✓ associations professionnelles
 ✓ institutions financières
 ✓ bailleurs de fonds et agences de développement
 ✓ entreprises privées

Entretiens réalisés dans 11 pays (Allemagne, Belgique, Danemark, Espagne, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède)



Pour un total d'environ 200 entretiens



3 - Travail de terrain dans les pays ACP

Entretiens avec

- ✓ associations professionnelles
- √ banques et institutions de financement du développement
- √ bailleurs de fonds et agences de développement
- √ institutions publiques et organismes professionnels
- ✓ entreprises privées
- ✓ consultants

Afrique Centrale et de l'Ouest

- ✓ Burkina Faso
- ✓ Cameroun
- ✓ Ghana
- ✓ Mali
- ✓ Nigéria
- ✓ RDC
- ✓ Sénégal
- ✓ Tchad

Afrique de l'Est et Océan indien

- ✓ Éthiopie
- ✓ Kenya
- ✓ Madagascar
- ✓ Île Maurice
- ✓ Ouganda
- ✓ Tanzanie (plus quelques contacts en Afrique du Sud)

Caraïbes

- ✓ Barbade
- ✓ Jamaïque
- ✓ Guyana
- ✓ République Dominicaine
- ✓ Trinité et Tobago

Pacifique

- ✓ Fidji
- ✓ Papouasie-Nouvelle Guinée
- ✓ Samoa

(plus quelques contacts en Australie)



Pour un total d'environ 600 entretiens



4 - Analyse détaillée

Entretiens dans l'UE et dans les ACP

Conseils d'experts sectoriels



Analyse

- ✓ Principales tendances de la demande nationale et internationale
- ✓ Structure des marchés et circuits de distribution
- ✓ Environnement des affaires et cadre législatif
- ✓ Nature des opportunités d'investissement



Hiérarchisation des secteurs

CRITERES

- ✓ Disponibilité des ressources naturelles et humaines
- ✓ Disponibilité des infrastructures nécessaires
- ✓ Tendance de la demande Potentiel de croissance
- ✓ Compétitivité internationale
- ✓ Relations intersectorielles
- ✓ Importance des échanges commerciaux avec l'UE et des investissements étrangers
- ✓ Critères propres à chaque secteur



RÉSULTATS PRINCIPAUX

Rang	Afrique de l'Ouest et Centrale	Afrique de l'Est et Océan indien	Caraïbes	Pacifique
1	Technologies de l'information et de la communication (TIC)	Services publics	Tourisme	Tourisme
2	Infrastructure et Construction	Transports	TIC	Pêche et Aquaculture
3	Sous-traitance	Tourisme	Agro-industrie	Agro-industrie
4	Transports	TIC	Musique	TIC
5	Tourisme	Floriculture	Services professionnels	
6	Textiles et Habillement	Pêche et Aquaculture		
7	Bois et produits du bois	Agro-industrie		
8	Activités minières	Textiles et Habillement		
9	Pêche et Aquaculture	Petites et moyennes activités minières		
10	Agro-industrie	Industrie du cuir		



2 ème PARTIE

Opportunités d'investissement et de partenariat dans les secteurs cibles



SERVICES PUBLICS

DÉFINITION

Ce secteur comprend notamment:

- √ la production et la distribution d'électricité
- ✓ le traitement et la distribution de l'eau
- ✓ l'assainissement

Accent sur la réalisation de nouvelles initiatives, la réhabilitation d'infrastructures privatisées aussi bien que la gestion en régime de concession des sociétés/infrastructures publiques (Partenariat Public Privé - PPP)



SERVICES PUBLICS : Données essentielles

Énergie

- ✓ Le problème de l'approvisionnement électrique est l'un des obstacles les plus importants que rencontrent les opérateurs en Afrique sub-saharienne
- ✓ Dans une étude sur le Kenya, la Banque Mondiale a estimé le coût de la demande non satisfaite, lors de la sécheresse de 2000, à 400-630 millions de dollars (soit 4 à 6% du PIB)

Tendance récente vers la libéralisation et la privatisation (concessions): Tsavo Power Company (Kenya), Songas (Tanzanie), Electrogaz (Rwanda), Azito Energie (Côte d'Ivoire)



SERVICES PUBLICS : Données essentielles

Distribution de l'eau et assainissement

- ✓ En Afrique de l'Ouest et centrale seulement 60% de la population en moyenne a accès à l'eau potable (et 70% de la population urbaine à l'assainissement)
- ✓ La situation est encore plus grave en Afrique de l'Est: au Kenya, en Ouganda, à Madagascar et en Érythrée seulement 50% de la population a accès à l'eau potable (et seulement 25% en Éthiopie)
- ✓ Les réseaux de distribution sont souvent très dégradées (jusqu'à 50% de pertes) et une amélioration de la gestion pourrait générer des bénéfices importants

Tendance récente vers la privatisation et la mise en concession: Biwater (Tanzanie et République du Congo), Suez-Ondeo (Ouganda), Vivendi (Burkina Faso et Niger), Saur (Mali)



SERVICES PUBLICS: Analyse FFOM

Forces et Opportunités

- ✓ Demande largement insatisfaite, surtout pour l'électricité
- ✓ Intérêt croissant de la part des institutions financières internationales et des investisseurs institutionnels
- ✓ Instruments disponibles pour la gestion des risques

Faiblesses et Menaces

- ✓ Cadre législatif souvent insuffisant pour le partenariat public-privé
- Résistance politique à la privatisation (surtout dans le cas de la distribution de l'eau)
- Secteur perçu comme à « haut risque » (risques politiques et législatifs)



SERVICES PUBLICS: Opportunités d'investissement

- ✓ Nouvelles centrales électriques privées (Independent Power Producers IPP), d'une capacité de 20 à 60 MW et pour un coût d'environ 1 million de dollars/MW (mais on trouve aussi des projets de taille plus réduite p.ex. Gisenyi Electricity Rwanda)
- ✓ Réhabilitation et mise en concession de centrales électriques (thermiques et hydroélectriques) et de réseaux de distribution d'électricité existants
- ✓ Gestion en concession des **réseaux de distribution d'eau et d'assainissement**, notamment dans les grands centres urbains (population d'au moins 100.000 habitants)



SERVICES PUBLICS: Actualités

Le projet Songas a été inauguré en Tanzanie

Le 6 octobre 2004, le président de Tanzanie a officiellement inauguré le projet Songas, qui représente une source additionnelle d'énergie pour le réseau électrique et à l'industrie tanzanienne dans la région de Dar es Salaam.

Songas est un projet intégré de transformation de gaz, comprenant une pipeline et une centrale électrique d'une capacité de 115 Megawatts.

Songas appartient pour 60% à *Globeleq*, une filiale du *CDC Capital for Development* (Royaume Uni). Les autres investisseurs / financiers sont *FMO* (Pays-Bas), la *BEI* et des entités tanzaniennes (*TDFL*, *TANESCO* et *TPDC*).

(tiré de www.globeleq.com)



SERVICES PUBLICS: Actualités

NAMIBIA POWER CORPORATION

EPC TENDER PRE-QUALIFICATION QUESTIONNAIRE FOR THE KUDU-GAS-TO-POWER PROJECT

TENDER No. NPWR/2004/43

NamPower, the national electric utility of Namibia, is developing and will be a majority shareholder in the 800MW Kudu Power Station near Oranjemund in south-west Namibia.

The combined cycle project will use natural gas from the Kudu gas field which is located 170km off-shore. The plant will be connected to the Namibian and southern Africa power grid. Power from the plant will be purchased under long-term Power Purchase Agreements by NamPower and by Eskom, the South African electricity utility. NamPower has signed a JDA with Energy Africa and NamCor on the development of the Project and Eskom on the power purchase agreements.

NamPower has appointed a consortium of Ernst & Young and Saha International as financial advisors, Leboeuf, Lamb, Greene & MacRae/Lorentz & Bone as legal advisors and ESB International as technical advisor for the project.

NamPower will select an engineer, procure, construct (EPC) contractor for the Project through a competitive process. Enquiry documents will be issued to pre-qualified tenderers early in 2005 and the EPC contractor will be selected by mid 2005.



TRANSPORTS

DÉFINITION

Comprend notamment:

- ✓ transport routier et ferroviaire
- ✓ plate-formes logistiques (ports secs)
- ✓ transport maritime et ports
- ✓ transport aérien et aéroports

Accent sur les opportunités liées aux investissements dans de nouveaux projets, mais aussi sur la réhabilitation et la gestion en régime de concession d'infrastructures existantes.



TRANSPORTS: Données essentielles

- ✓ Dans les pays africains, la valeur ajoutée du secteur des transports contribue pour 3 à 5% à la formation du PIB
- ✓ Les transports emploient 5 à 8% de la population active (secteur formel)
- ✓ La demande (fret et transport de passagers) augmente de 1,5 à 2 fois plus vite que le PIB
- ✓ L'amélioration des infrastructures de transport est une priorité pour le NEPAD



TRANSPORTS: Données essentielles

- ✓ Le transport routier représente entre 60 et 90% du tonnage transporté en Afrique. Mais des liaisons d'importance stratégique sont encore manquantes (p.ex. Addis-Abeba Mombasa et la Transgabonaise, parmi les axes considérés comme prioritaires pour le NEPAD)
- ✓ Le réseau ferré en Afrique de l'Ouest et centrale comprend moins de 10.000 km, comparés aux 25.000 km en Afrique du Sud. Beaucoup de sociétés de chemin de fer se trouvent dans des conditions financières et/ou opérationnelles difficiles.

Tendance récente vers la privatisation des chemins de fer: Sénégal/Mali (Canac & Getma), Cameroun (Camrail), Madagascar (Madarail) et d'autres en cours



TRANSPORTS: Données essentielles

- ✓ Certains aéroports ont été modernisés (p.ex. l'aéroport international de Kotoka) et la région peut se vanter d'avoir quelques excellentes compagnies aériennes (p.ex. Ethiopian Airlines) mais les coûts du fret aérien demeurent élevés dans de nombreux pays, affectant négativement le tourisme et les activités orientées à l'export (p.ex. floriculture en Tanzanie)
- ✓ Situation mixte pour les ports maritimes, avec certaines structures qui travaillent bien (Banjul, Port-Louis) et des cas problématiques (Mombasa)

Tendance récente vers la gestion privée des infrastructures: p. ex. terminal conteneurs à Dar es Salaam et à Douala



TRANSPORTS: Analyse FFOM

Forces et Opportunités

- Croissance de la demande supérieure à celle du PIB
- ✓ Intérêt croissant de la part des institutions financières internationales et des investisseurs institutionnels
- ✓ Instruments disponibles pour la gestion des risques

Faiblesses et Menaces

- Cadre législatif souvent insuffisant pour le partenariat public privé
- Risque de compétition serrée entre différents modes de transport
- Secteur perçu comme à « haut risque » (risques politiques et législatifs)



TRANSPORTS: Opportunités d'investissement

- ✓ Transport routier: établissement de <u>plate-formes logistiques</u> près des grands centres urbains ou des principaux passages frontaliers (p.ex. plusieurs structures envisagées dans la région d'Addis-Abéba, projet proposé à Bamako). Par contre, les projets <u>d'autoroutes à péage</u> paraissent viables seulement pour certains itinéraires (p.ex. Mombasa Nairobi)
- ✓ Transport ferroviaire: les marges pour améliorer l'efficacité des chemins de fer sont significatives, avec des bénéfices indirects très importants (p.ex. l'import-export ougandais souffre d'un surcoût estimé à 40%). Dans certains cas, des subventions sont nécessaires pour alléger les problèmes sociaux (p.ex. Madagascar)
- ✓ Ports maritimes : augmentation de la capacité, surtout en ce qui concerne le transport par conteneurs (le terminal de Mombasa est saturé)



TRANSPORTS: Actualités

L'autoroute Bakwena Platinum (Afrique du Sud)

Le ministre des transports sud africain Dullah Omar a annoncé le lancement de l'autoroute Bakwena Platinum, reliant la province du Limpopo au *Maputo Corridor*. Selon le ministre, grâce à la construction de cette autoroute (la troisième plus grande autoroute à péage d'Afrique du Sud), plus de 3 milliards de Rand seront injectés dans l'économie sud africaine et presque 3000 emplois seront créés.

Cette autoroute est un exemple de partenariat entre les secteurs public et privé, réalisé sous l'égide de la *National Roads Agency* et fondé sur une concession de 30 ans comprenant l'amélioration et la gestion de la route. Parmi les actionnaires de la société concessionnaire *Bakwena* on trouve l'agence publique de développement espagnole *Companía Española de Financiación del Desarrollo – Cofides*, le groupe espagnol *ACS Dragados*, aussi bien que d'importants groupes sud africains.

Adapté de Business Day (Johannesburg), 8 février 2002



TRANSPORTS: Actualités

REPUBLIC OF KENYA & REPUBLIC OF UGANDA

Ministry of Finance, Government of Kenya

Ministry of Finance, Planning and Economic Development, Government of Uganda

JOINT CONCESSION OF KENYA RAILWAYS & UGANDA RAILWAYS

INVITATION TO PRE-QUALIFY TO BID FOR THE JOINT CONCESSION

The Joint Railways Concession Steering Committee representing the Government of Kenya through the Steering Committee for the Privatization of Kenya Railways ("SCKR") and the Government of Uganda through the Divestiture Reform Implementation Committee ("DRIC") facilitated by the Utility Reform Unit ("URU"), advertises this opportunity for private sector participation in the operations of Kenya Railways and Uganda Railways through 25-year concessions for freight traffic of the two railways and a seven-year concession for passenger traffic of Kenya Railways. The International Finance Corporation ("IFC") and Canarail, Inc. are the respective transaction advisors to SCKR and URU.

The SCKR and URU have issued a Request for Qualification ("RFQ") for prequalifying Lead Investors meeting financial and legal criteria. The RFQ contains the criteria, the application requirements and all other prequalification details for individual firms who may be interested in this business opportunity. The RFQ will be available online from September 1, 2004, at all of the following three web addresses:

Kenya Ministry of Finance Uganda Ministry of Finance, Planning and Economic Development International Finance Corporation Advisory Services

www.treasury.go.ke www.perds.go.ug www.ifc.org/advisory



Pro€Invest Website: http://www.proinvest-eu.org - Cliquer sur "Etudes"













< Etudes

Regional sector studies



- 1. <u>Sector orientation report Caribbean -</u> <u>February 2004</u>
- 2. Sector orientation report East Africa and Indian Ocean February 2004
- 3. <u>Sector orientation report Pacific February 2004</u>
- **4.** Sector orientation report West and central Africa February 2004



MERCI DE VOTRE ATTENTION